

In memoriam

J'ai une pensée pour nos camarades tués ou disparus depuis 48 heures que ce soit en Somalie ou au Mali. Nos forces sont de nouveau en opérations. Le 9 janvier décédait aussi le général Poirier, un des quatre généraux qui ont créé la doctrine française de dissuasion, avec Ailleret, Beaufre et Gallois. Un des plus grands stratégestes français. J'avais eu l'occasion de le rencontrer chez lui pour ma thèse en 1992. J'avais retenu de ses propos que le fait d'avoir contribué à développer la stratégie de la dissuasion nucléaire avait eu pour conséquence sa mise à l'écart dans l'institution militaire. La dissuasion nucléaire empiétait sur le domaine des forces conventionnelles. Les nouvelles idées ont toujours du mal à s'imposer dans une institution comme la notre surtout quand elle remet en cause les organisations traditionnelles.

Ces tristes événements se révèlent symboliques car ils montrent le champ que doit recouvrir la défense nationale : de la dissuasion nucléaire, assurance-vie de la France à la guerre (lutte ?) contre le terrorisme par une intervention à l'étranger, en passant par la sécurité intérieure avec Vigipirate rouge renforcée, sans oublier la contre-insurrection en Afghanistan, le maintien de la paix au Liban, la protection de nos ressortissants en RCA, la lutte contre la piraterie au large de la Somalie. Seul le conflit de haute intensité nous est épargné aujourd'hui. Quelles réponses le Livre blanc va-t-il apporter et surtout la loi de programmation militaire qui suivra et aura vocation à donner les capacités adéquates ?

Désorganisation de la défense et lutte de pouvoir ?

En effet, voyons l'accumulation des affaires au sein de la défense.

- Louvois reste toujours sans conséquence apparente pour les responsables et un dossier non résolu fin 2012 comme l'avait demandé le ministre de la défense.
- Suite à [une nouvelle enquête interne](#) L'ECPAD voit sa [directrice](#) suspendue cette semaine du jour au lendemain. Le dossier a été transmis à la justice.
- Le ministre de la défense devait se rendre à la DICOD ce lundi 14 janvier, selon Jean Guisnel (Le Point), pour comprendre son fonctionnement. Son [délégué](#) ne donnerait pas satisfaction. En fait la visite [beaucoup plus soft](#) si je lis Philippe Chapleau a eu lieu vendredi et n'avait apparemment pas cela pour objet.
- Jean Guisnel, très en forme, souligne par ailleurs la [tension entre le ministre de la défense et les chefs militaires](#) dont les prérogatives seraient remises en cause notamment dans le domaine de la gestion des ressources humaines. Les armées perdraient cette responsabilité essentielle au profit de la technocratie du ministère de la défense.
- Le dossier de [l'hexagone du ministère de la défense](#) à Balard a été transmis à la justice. Il y aurait des soupçons de corruption.

Cet ensemble d'affaires éclatant dans la même période pose problème et donne l'impression d'une lutte interne entre ce que j'appellerai la technocratie et les chefs opérationnels. Les opérationnels évoquant comme seule préoccupation leur cœur de métier, donc les opérations, il ne faut pas s'étonner qu'administratifs et financiers aient pris la main sur les armées.

J'y retrouve au moins un point commun mais je dois sans doute avoir tort : l'omniprésence

dans ces dossiers du [contrôle général des armées \(Historique\)](#) dont les missions de contrôle s'estompent de plus en plus au profit de postes de responsabilité au sein de l'administration centrale parisienne. J'avais d'ailleurs exprimé cette préoccupation dans un billet du 4 novembre 2012 (Cf. [Louvois ou le symbole de la désorganisation des armées](#)).

1. Kempf le rappelait aussi sur son blog www.egeablog.net [le 3 novembre dernier](#) à travers ses commentaires sur le billet de Georges-Henri **Bricet des Vallons**, paru dans le Nouvel Economiste, intitulé « Armée française : la ruine en héritage » : « quand Georges-Henri affirme que le Contrôle ne dit rien au sujet de Louvois, il faut peut-être préciser que le CGA se présente de toute éternité comme le grand modernisateur et rationalisateur du ministère, et qu'il a poussé à la mise en œuvre de Louvois. Pas surprenant qu'il soit aujourd'hui discret ».

Enfin, n'oublions pas l'affront du « [désarmement](#) » des troupes à Olivet (cela se faisait avant l'armée professionnelle) si l'on en croit JD Merchet (et non démenti) lors des vœux aux armées du président de la République. Les armées de la République ne seraient-elles plus sûres alors que les policiers et les gendarmes sont armés en permanence ? J'espère que nos soldats seront mieux armés pour leur mission de Vigipirate.

Et si après cela, il n'y a pas de raison d'être de mauvaise humeur malgré mes bonnes résolutions pour 2013 !

Des Forces armées à nouveau en action

J'avais évoqué le risque que l'on prenait en tergiversant sur une intervention militaire au Mali (Cf. Mon billet du [7 octobre 2012 dernier](#)). Que penser aujourd'hui à chaud de ces opérations certes sans le recul nécessaire ?

Je réagirai d'abord aux commentaires journalistiques, comme I Télé hier ce vendredi vers 18h30 : une ignorance rare et beaucoup de prétentions. Sans doute ces journalistes auraient-ils été de brillants stratèges à les écouter. Et quand un journaliste sur une chaîne télévisée commente les attaques des avions français sur les colonnes mobiles terroristes en évoquant le grand nombre de « victimes », je constate le manque de repères aujourd'hui dans notre société. Ces combattants jihadistes ne sont pas des « victimes » mais des ennemis, des adversaires ou des terroristes. Sachons appeler « correctement » ceux qui nous menacent de mort et nous combattent.

Pour la Somalie, pouvait-on attendre encore longtemps face à une situation de plus en plus critique pour l'agent de la DGSE. Il y a un moment où il faut prendre les risques et les assumer. C'est ce qui me semble avoir été fait. D'aucuns parlent d'échec. Le même commentaire aurait pu être fait si l'otage était mort aux mains de ses ravisseurs. Le gouvernement a agi. Les forces armées sont intervenues. Il fallait mettre un terme à cette prise d'otage en essayant de le sauver y compris en engageant la vie d'autres camarades.

Pour le Mali (Cf. [B2, les forces engagées](#)), cela est différent. Reconnaissons que la longue attente de nos politiques dans l'hypothèse que les Jihadistes attendraient l'arrivée de troupes africaines dans plusieurs mois a fait long feu. Ne rien faire exprimait pour les jihadistes un

manque de volonté, sinon une faiblesse, sans oublier la question des otages qui pesait sur la politique étrangère de la France. Oui, la raison d'Etat existe et chaque citoyen doit prendre conscience à nouveau, que, malgré sa détresse personnelle éventuelle, le collectif prime sur l'individu.

Erreur stratégique donc (ou peut-être une opération d'intoxication, alors là bravo) due à un dilemme entre les promesses électorales et la réalité africaine. Le malaise du président de la République était cependant palpable durant son intervention. Je poserai volontiers la question : la vision politique dépendant d'un mandat déterminé dans le temps doit-elle être le soubassement d'une stratégie nationale qui dépasse ce temps limité ? Ou bien la politique, malgré les promesses électorales, doit-elle s'intégrer dans la stratégie à long terme de la France et de ses intérêts qui ne sont pas que conjoncturels ? Beau sujet à mon avis pour le Livre blanc et les chercheurs

Nous sommes bien entendu soumis à la propagande par internet des groupes jihadistes qui, avec impudence, menacent la France. Le fait d'avoir d'annoncé que notre présence au Mali durerait un certain temps pourrait bien signifier, du moins je l'espère, que la traque ira jusqu'au bout. Il est temps d'engager aux frontières de l'Europe un long combat contre un salafisme dont notre territoire n'est pas non plus exempt. Nous pouvons surtout nous féliciter que nous disposions encore de forces disponibles, nationales, autonomes et projetables notamment à partir de bases prépositionnées en Afrique.

Engagement militaire donc intéressant dans le cadre de la réflexion sur le futur Livre blanc.